



livreparisien.com



@SGLCE.CGT



@SGLCE_CGT



01.43.31.53.51

Solidarité totale avec les **occupants** de l'**Odéon** !

DEPUIS LE JEUDI 4 MARS, des travailleuses et travailleurs de la culture, du tourisme et de l'événementiel occupent l'Odéon, pour dénoncer les choix et les priorités du gouvernement dans le cadre de la lutte contre la pandémie de Covid-19 : mettre sous perfusion financière les grandes entreprises, entasser chaque jour les salariés dans les transports en commun et, en échange, laisser mourir les espaces de sociabilité, de culture et de créativité (alors que des protocoles sanitaires pourraient rendre leur ouverture possible). Une logique qui répond à un impératif bien réel : celui de limiter la pression sur des hôpitaux publics laissés exsangues par des décennies de politiques libérales d'austérité.

Au-delà des légitimes revendications sectorielles qu'ils portent, les occupants de l'Odéon réclament également l'abrogation de la réforme de l'assurance-chômage, qui va ne faire qu'accroître la pauvreté et la misère sociale.

Le **Syndicat général du Livre et de la communication écrite CGT**, qui organise les travailleurs et travailleuses de la presse, de l'édition et des industries graphiques, apporte son plein soutien aux occupants de l'Odéon.

Que ce soit les travailleurs à domicile de l'édition payés à la tâche, les « pigistes » de la presse, les intérimaires, les « cédédistes », les « faux » microentrepreneurs, nous ne connaissons que trop bien, dans nos secteurs d'activité, la précarité et ses ravages, que la crise actuelle exacerbe. Une situation qui ne fait qu'empirer, avec la multiplication des plans dits « de restructuration », qui laissent des centaines de salariés sur le carreau, comme on a pu le voir, au printemps 2020, avec la liquidation des sociétés assurant la distribution de la presse en régions.

Face à la précarité économique et administrative, aux lendemains incertains, aux licenciements massifs et au chômage, l'État doit prendre ses responsabilités et renforcer les solidarités collectives plutôt que de les casser, *a fortiori* en pleine crise sanitaire.

Paris, le 7 mars 2021